» Art. 2. Il sera frappé une médaille pour pé-
» pétuer la mémoire de l'administration de M. le
» régent.

» Art. 3. M. le baron Érasme-Louis Surllet de
» Chokier jouira d'une pension viagère de dix
» mille florins à charge du trésor public.

» Charge le pouvoir exécutif de l'exécution du
» présent décret. » (M. B., 22 juill., et P. V.)

Discussion du projet.

M. FORGEUR pense que le régent sera plus flatté de la disposition qui déclarera qu'il a bien mérité de la patrie que de toute autre. Il propose de faire précéder toute autre disposition de celle-là. L'honorable membre pense en outre que, vu le caractère bien connu de M. le régent et ses habitudes modestes, on pourrait, au lieu de vingt mille florins de pension ne lui en donner que dix mille, sans mettre un hôtel à sa disposition, ce qu'il regarderait probablement comme une charge.

(M. B., 22 juill.)

M. JEAN GOETHALS rappelle qu'il avait été proposé de faire frapper une médaille en l'honneur de M. le régent.

(M. B., 22 juill.)

M. VAN DE WEYER dit que ce sera l'objet d'un des articles du décret.

(M. B., 22 juill.)

M. LEBEAU pense, avec M. Rogier, qu'il ne s'agit pas, dans une proposition de cette nature, de discuter sur la quotité plus ou moins forte de la pension à accorder à M. le régent; il pense que, quelque forte qu'elle fût, elle serait au-dessous des services qu'il s'agit de récompenser, et il demande que l'on se contente de voter par oui et par non.

(M. B., 22 juill.)

M. MEEUS : Je demande d'abord, et avant tout, que nous votions par acclamation que M. le régent a bien mérité de la patrie.

(M. B., 22 juill.)

M. LE PRÉSIDENT lit l'article premier, ainsi conçu :

« M. le baron Érasme-Louis Surllet de Chokier » régent de la Belgique, a bien mérité de la patrie. »

(*Bravos et applaudissements généraux et prolongés.*)

(M. B., 22 juill., et P. V.)

Cet article est adopté à l'unanimité. (P. V.)

« Art. 2. Il sera frappé une médaille pour pé-
» pétuer la mémoire de l'administration de M. le
» régent. » (*Nouveaux applaudissements.*)

(M. B., 21 juill., et P. V.)

Cet article est également adopté à l'unanimité.

(P. V.)

« Art. 3. M. le baron Érasme-Louis Surllet de
» Chokier jouira d'une pension viagère de

» 10,000 florins, à charge du trésor public. » —
Adopté.

(M. B., 22 juill., et P. V.)

Ce décret, mis aux voix par appel nominal, est adopté par 105 voix contre 14.

(P. V.)

Les opposants déclarent qu'ils ont été unanimes en faveur des articles 1 et 2, et que leur vote négatif n'a porté que sur le dernier article.

(M. B., 22 juill.)

Proposition ayant pour objet de nommer une députation chargée de présenter au régent le décret de reconnaissance nationale.

M. VAN MEEVEN propose qu'une députation de neuf membres du congrès soit chargée de se rendre près de M. le régent, et de lui présenter le décret que le congrès vient de porter.

Cette proposition est adoptée. (P. V.)

On tire la députation au sort; elle est composée de MM. Hippolyte Vilain XIII, Le Bon, de Nef, Picquet, Trentesaux, Morel-Danheel, Mulle, le baron d'Huart et Henry.

(P. V.)

Discussion des projets de décret relatifs à la dissolution du congrès.

On passe à la discussion des projets de décret présentés par MM. Nothomb, Isidore Fallon et Van Meenen, relatifs à la dissolution du congrès (1).

(P. V.)

M. LE BARON D'HUART demande la priorité pour la proposition de M. Nothomb.

(M. B., 22 juill.)

La priorité est mise aux voix et prononcée.

(P. V.)

M. ISIDORE FALLON se rallie à la proposition de M. Nothomb.

(M. B., 22 juill.)

M. JOTTRAND retire sa proposition, tendant à l'ajournement du congrès pour la discussion des budgets, comme devenant inutile par l'adoption des crédits provisoires.

(J. B., 22 juill.)

M. DEVAUX trouve que le roi ne doit pas rester seul; il propose que le congrès soit ajourné jusqu'à la réunion des chambres, et que, dans l'intervalle, il ne se réserve que le pouvoir législatif.

(J. B., 22 juill.)

M. ISIDORE FALLON : La seule condition imposée au roi, c'est le serment à la constitution: notre pouvoir constituant ni législatif ne peut subsister. Le pouvoir du congrès est un pouvoir constitutionnel.

(J. B., 22 juill.)

(1) Voyez ces propositions pages 600 et 601, et *Pièces justificatives*, no 52.